

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 31 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Etablissements E. Marzet et Compagnie**

7 rue Louis Blériot - ZI Nord  
86100 Châtelleraut

Référence : 2026 508 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0007201378

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement Etablissements E. Marzet et Compagnie implanté 7 rue Louis Blériot - ZI Nord 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération "coup de poing" régionale, opération de contrôle menée entre le 23 février 2026 et le 13 mars 2026 à l'échelle du territoire de Nouvelle-Aquitaine, et portant sur la thématique des conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Etablissements E. Marzet et Compagnie
- 7 rue Louis Blériot - ZI Nord 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007201378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise est spécialisée dans la protection des métaux par traitements électrolytiques de surface.

La visite s'est principalement articulée autour de l'opération "coup de poing" sur les conditions de

stockage des produits chimiques. Les contrôles ont porté sur la vérification de la conformité des dispositifs de rétention des stockages de produits chimiques, la disponibilité et la bonne prise en compte des consignes des fiches de données de sécurité, vérifié par échantillonnage, et ainsi que l'existence et la mise à jour d'un inventaire des produits dangereux stockés sur site.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été détectée le jour de la visite d'inspection. Cependant, l'exploitant devra mettre à jour sa liste FDS (suppression des FDS pour les produits qui ne sont plus utilisés sur site).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Article 31 ; Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i>  <i>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i>
<b>Constats :</b>  La disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) a été vérifiée par échantillonnage, notamment pour les produits : <ul style="list-style-type: none"><li>- AB 47 du 29/11/2024 CONVENTYA SAS</li><li>- OMEGA AP 2040 G du 14/02/2025</li><li>- ENVIROZIN 240 PURIFIER 1 du 13/01/2026</li><li>- LANTHANE BLACK 720 PART B du 18/03/2023</li></ul> Ces FDS sont accessibles sur le réseau informatique interne par l'exploitant et la responsable QSE (absente le jour de l'inspection). Concernant leur actualisation, l'inspection relève que 2 FDS sont antérieures à 2020 (2012 et 2013) et donc obsolètes. Ces produits ne figurent cependant pas sur l'état des stocks mis à jour le 10 mars 2026. En parallèle, des "fiches de risques" par produit, résumant les principales dispositions contenues dans les FDS, sont affichées au niveau des zones de stockage.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra mettre à jour la liste des FDS (suppression des FDS pour les produits qui ne sont plus utilisés sur site).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La conformité aux prescriptions des FDS, notamment les conditions de stockage, est vérifiée par échantillonnage, sur le produit LANTHANE 175 C. Les fiches de risque par produit reprennent principalement les dispositions contenues dans les FDS et les logos de danger associés.</p> <p>Les salariés reçoivent une formation à leur prise de poste et connaissent les consignes liées à chaque produit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p><i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i></p> <p><i>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation comprend 4 zones de rétention : 2 pour les cuves d'HCl et une pour la station</p>

d'épuration et une pour la zone de dissolution et la zone de stockage de produits chimiques.
Les produits chimiques sont stockés dans 2 zones bien distinctes sur des bacs de rétention. Aucune fuite n'a été détectée le jour de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de produits incompatibles stockés sur un même bac de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un état des stocks actualisé au 10 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite